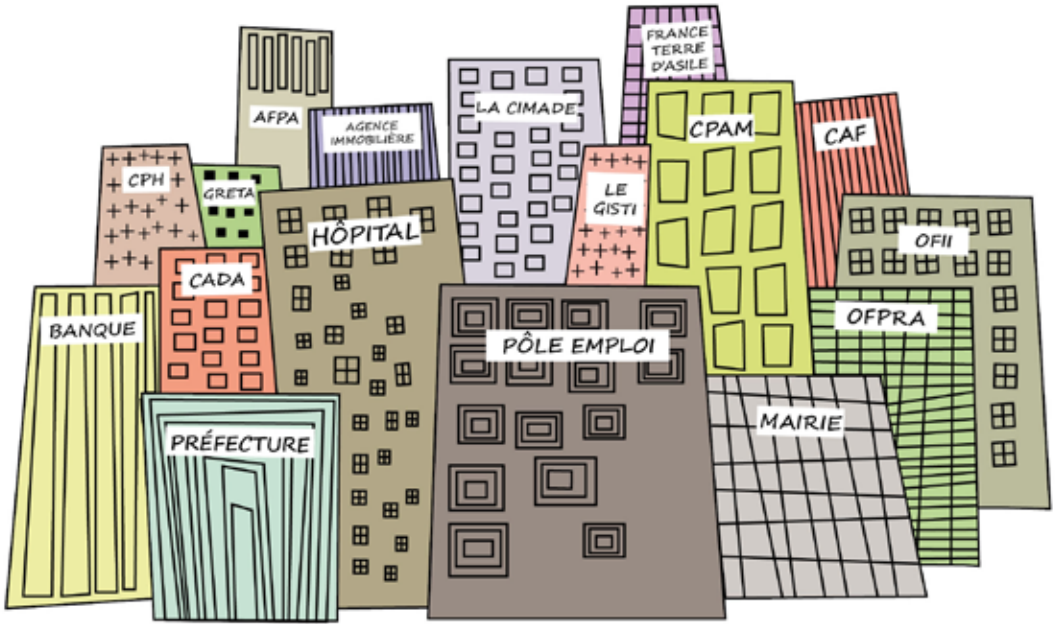


L'EFFET DE LA FORMATION LINGUISTIQUE SUR L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DES IMMIGRÉS EN FRANCE

AU COURS DES ANNÉES 2000,
LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS
A INSTAURÉ DES MESURES POUR
AMÉLIORER L'INTÉGRATION ÉCONO-
MIQUE ET SOCIALE DES IMMIGRÉS.
DEPUIS 2007, CHAQUE NOUVEL
IMMIGRANT ADMIS POUR LA PREMIÈRE
FOIS AU SÉJOUR EN FRANCE, ÂGÉ
DE PLUS DE 16 ANS ET ISSU D'UN PAYS
NON MEMBRE DE L'UNION EURO-
PÉENNE, SIGNE UN CONTRAT
D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION.
UNE FORMATION LINGUISTIQUE Y EST
PROPOSÉE POUR ACCROÎTRE
LES CHANCES D'ACCÉDER AU MARCHÉ
DU TRAVAIL SANS GARANTIR POUR
AUTANT UN EMPLOI STABLE.

ALEXIA LOCHMANN, ÉCONOMISTE

Alexia Lochmann, « L'effet de la formation linguistique sur l'intégration économique des immigrés en France », in : Nelly El-Mallakh et Hillel Rapoport (dir.), Dossier « Migration, intégration et culture : approches économiques », *De facto* [En ligne], 20 | Juin 2020, mis en ligne le 15 Juin 2020. URL : <http://icmigrations.fr/2020/06/08/defacto-020-01/>



Le Contrat d'accueil et d'intégration (CAI), remplacé en 2016 par un nouveau Contrat d'Intégration Républicaine, imposait une formation civile aux institutions françaises et aux valeurs de la République, une formation linguistique et une session d'information sur la vie en France. Il fournissait également une attestation de compétences professionnelles.

En s'intéressant à la formation linguistique, notre recherche, menée sous la direction de Hillel Rapoport et Biagio Speciale au sein de l'École d'Économie de Paris (PSE), examine l'impact que l'apprentissage du français peut avoir sur l'intégration dans le marché du travail : l'obtention ou la recherche d'emploi, la probabilité d'être employé, d'avoir un contrat à durée indéterminée, d'être impliqué dans un travail informel, et l'effet sur le revenu de l'individu.

Barrière de la langue, barrière à l'intégration.
Crédits : P. Yavuz - ICM

¹ Voir : <https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Etudes-et-statistiques/Etudes/Etudes/Enquete-Longitudinale-sur-l-Integration-des-Primo-Arrivants-ELIPA/ELIPA>

Nous avons travaillé sur la base de données de l'Enquête longitudinale sur l'intégration des primo-arrivants (ELIPA)¹, créée par le Ministère de l'Intérieur, qui suit sur trois années (2010, 2011 et 2013) le parcours d'intégration de 6 000 immigrés ayant signé un contrat d'accueil et d'intégration en 2009. Nos méthodes économétriques relèvent principalement de la méthode dite de « régression sur discontinuité », qui consiste à comparer les individus de part-et-d'autre du seuil (ici le score au test linguistique préalable) qui détermine la participation au programme de formation.

Apprendre le français aide à entrer sur le marché du travail

En 2010, 24 % des signataires du CAI étaient invités à suivre une formation linguistique, leur niveau étant jugé trop faible après avoir passé le test de connaissances de la langue française écrite et parlée. Nos recherches montrent que le nombre d'heures de formation linguistique reçues augmente de manière significative la participation de l'immigrant à la population active. Avec 100 heures de formation, la probabilité d'entrer sur le marché du travail augmente de 14,5 à 26,6 points de pourcentage. La probabilité moyenne pour les immigrants de participer à la population active étant de 81 % en 2013, nos résultats montrent donc un effet assez remarquable.

Les bénéfices de la formation au français augmentent avec le niveau d'éducation de la personne, qui a lui-même un effet positif direct sur la participation à la population active. Les individus non alphabétisés tirent peu profit ou pas du tout des cours de langue, et les femmes ont tendance à bénéficier moins de la formation linguistique. C'est le cas aussi des individus au-dessus de l'âge médian.

Cependant, participer à la population active ne signifie pas obligatoirement un emploi stable. Nous

ne trouvons aucun effet significatif de la formation linguistique sur la probabilité d'être employé, d'avoir un CDI, d'avoir un travail même informel, ou sur le revenu par tête du ménage. Participer à des cours de langue semble même avoir un impact légèrement négatif sur le fait d'avoir un emploi à temps plein, peut-être parce qu'apprendre une langue demande du temps libre. Il est probable que la période de notre étude (3 ans) est trop courte pour permettre de capter les effets à long terme de la maîtrise de la langue, et donc la transition entre la simple participation au marché du travail (qui inclut la recherche d'emploi) au fait d'avoir à un emploi pérenne.

Une formation linguistique ne garantit pas l'intégration

Dans l'enquête ELIPA, 70 % des individus qui ont suivi une formation linguistique ne pensent pas que celle-ci était suffisante pour apprendre le français, et à peu près le même pourcentage aurait aimé avoir plus d'heures d'enseignement. D'ailleurs, les cours de langue ne semblent pas avoir d'impact significatif sur le niveau du français parlé et écrit. Le français de ceux qui ont suivi des cours n'est pas meilleur en 2013 que celui de ceux qui n'en ont pas suivis, sauf pour les immigrants dont la langue maternelle n'est pas trop éloignée du français.

En outre, on pourrait s'attendre à ce qu'une formation linguistique se traduise par une augmentation plus importante du taux d'emploi ou donne accès à de nouveaux réseaux d'amis, notamment français, mais ce n'est pas ce que nous trouvons.

Nous avons également tenté d'évaluer si la formation linguistique délivrée dans le cadre du CAI avait un effet positif sur les perceptions qu'ont les individus eux-mêmes de leur intégration ; là encore les effets sont plutôt négatifs, en lien peut-être avec une déception ou une démotivation après avoir réalisé que les cours

de langue ne les aident pas à trouver un emploi. Les immigrés qui ont suivi des cours ne déclarent pas maîtriser mieux les compétences linguistiques que les autres et expriment plutôt un moindre « sentiment d'être chez soi » en France et un moindre intérêt pour la politique française.

Des cours pour s'ouvrir à la vie en France

Enfin, et pour conclure sur une note positive, la formation linguistique semble avoir un effet sur ce que nous appelons le canal de l'information. Avant, pendant et après les cours, les participants peuvent en profiter pour échanger sur leurs expériences en France et se donner des conseils importants sur la vie quotidienne et le marché du travail. Cet échange implique non seulement les participants, mais aussi l'enseignant qui peut devenir une référence directe et une source d'information accessible exclusivement aux participants. Un effet positif des cours de français est observé sur la recherche d'un travail (via Pôle Emploi), l'obtention du permis de conduire ou la demande de reconnaissance du dernier diplôme universitaire. Ces constatations amplifient notre compréhension des cours de langue comme moyen de faciliter l'intégration.

Depuis le nouveau plan d'intégration de 2016, les cours de langue du Contrat d'Intégration Républicaine (CIR) proposent une formation plus avancée. Le CIR prévoit des parcours de 50, 100 ou 200 heures selon les besoins, pour atteindre un niveau (A1), supérieur à celui de l'ancien CAI. La formation est plus personnalisée, et prévoit des cours plus interactifs et basés sur l'utilisation des nouvelles technologies. Afin de favoriser l'insertion professionnelle, certaines parties de la formation se concentrent sur la vie pratique, publique et professionnelle en France. Le gouvernement organise également des cours gratuits de niveaux A2 et B1, requis pour renouveler le

permis de séjour « pluriannuel » et pour la procédure de naturalisation. Pour analyser si ce changement de politique d'intégration est bénéfique pour l'intégration des immigrants, de nouvelles vagues de l'enquête ELIPA sont actuellement en cours de réalisation.

L'auteure

Alexia Lochmann est doctorante en économie à la Paris School of Economics et à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Elle est *fellow* de l'Institut Convergences Migrations.

Pour aller plus loin

Alexia Lochmann, Hillel Rapoport, Biagio Speciale, « The effect of language training on immigrants' economic integration: Empirical evidence from France », *European Economic Review*, vol. 113, avril 2019.
URL : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0014292119300200>